

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par M^{me} GIEL

Réf. : FG/CG

☎ 35.03.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Dossier n°9300869

SOCIÉTÉ SANE INDUSTRIE
SANDOUVILLE

AUTORISATION

ROUEN, le 07/02/95

- **ARRÊTÉ** -

LE PRÉFET,

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

La loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

La demande en date du 30 juin 1993 complétée le 18 février 1994 par laquelle la Société SANE INDUSTRIE dont le siège social est Zone Industrielle Rue des Colverts 76430 SANDOUVILLE, a sollicité l'autorisation d'exploiter une unité de traitement de surface à l'adresse précitée

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 8 août 1994 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 12 septembre 1994 au 11 octobre 1994 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Pierre HOUSSIER comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la ville de SANDOUVILLE ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

Les délibérations des conseils municipaux des communes concernées,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 novembre 1994,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 13 décembre 1994,

Les notifications faites au demandeur les 1er décembre 1994 et 27 décembre 1994,

L'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 1995 prorogeant jusqu'au 15 avril 1995 les délais d'instruction,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La Société SANE INDUSTRIE dont le siège social est Zone Industrielle - Rue des Colverts à SANDOUVILLE est autorisée à exploiter une unité de traitement de surface à l'adresse précitée.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

ARTICLE 5 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 6 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Pour ampliation
l'Adjoint au Chef du Service


LABITTE

ROUEN, le 7 FEV. 1995



LE PREFET,
Préfet, et par délégation,
Secrétaire Général,

BRUNO RAIFAUD

Il pour être annexé à mon arrêté
en date du :
ROUEN, le : 7 FEV. 1995
LE PRÉFET
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
B. RAIFAUD

Société SANE INDUSTRIE à Sandouville

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du 7 FEV. 1995

TITRE I - PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

I - OBJET

I.1 - Installations régularisées

La société SANE INDUSTRIE est autorisée sous réserve des dispositions du présent arrêté à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surfaces situé sur le territoire de la commune de Sandouville - Voie des Colverts (Zone Industrielle des Alizés).

I.2 - Classement des installations

Numéros	Désignation des activités	Régime	Rayon
167	Déchets industriels provenant d'Installations Classées (Installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) a) Station de transit c) Traitement ou incinération	A A	1 2
1175	Organohalogénés (Emploi de liquides) pour le dégraissage, la mise en solution, l'extraction, etc..., à l'exclusion du dégraissage des métaux visé par la rubrique 2565. La quantité de liquides organohalogénés étant : 1. Supérieure à 1 500 l Le volume des solutions à base de chlorure de méthylène peut atteindre 21 000 l.	A	1
2565	Métaux et matières plastiques (Traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc..., par voie électrolytique, chimique ou par l'emploi de liquides halogénés : 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en oeuvre étant : a) Supérieur à 1 500 l Le volume total utile des cuves de traitement chimique peut atteindre 71 000 l	A	1
2566	Métaux (Décapage ou nettoyage des) par traitement thermique	A	1
1411	Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables (à l'exclusion des gaz visés explicitement par d'autres rubriques). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	D	

I.3 - Taxe unique

L'établissement est assujetti à la taxe unique en application du décret n°73.361 du 23 Mars 1973 modifié.

II - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

II.1 - Conformité du dossier

Les installations, objet du présent arrêté, seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

II.2 - Déclaration des incidents et accidents

Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n°77.1133 du 21 Septembre 1977.

II.3 - Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

II.4 - Réglementation Générale

Les dispositions des textes ci-dessous sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations de l'ensemble de l'établissement (elles ne font pas d'obstacle à l'application des dispositions particulières prévues aux chapitres suivants) :

- Arrêté ministériel du 28 Janvier 1993 relatif à la protection des établissements industriels contre le danger de la foudre ;
- Arrêté du 10 Juillet 1990 relatif à l'interdiction de rejet dans les eaux souterraines ;

- Circulaire et instruction du 17 Avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables. Les réservoirs enfouis de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégorie et de fuel lourd sont interdits par arrêté préfectoral en date du 11 Juillet 1975 pour le département de Seine-Maritime ;
- Arrêté du 28 Janvier 1993 fixant les règles techniques de l'information préventive des personnes susceptibles d'être affectées par un accident survenant dans une installation soumise à la législation des Installations Classées ;
- Arrêté et Circulaire du 20 Août 1985 relatifs aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées ;
- Circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées ;
- Arrêté et instruction du 26 Septembre 1985 modifiés relatifs aux ateliers de traitements de surfaces ;
- Décret du 13 Juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages ;

Sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.

III - PREVENTION DES POLLUTIONS

III.1 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

POLLUTIONS ACCIDENTELLES

III.1.1 - Prévention des pollutions accidentelles

L'ensemble des installations sera conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, déversement de matière dangereuse ou insalubre vers les égouts ou le milieu naturel.

III.1.2 - Consignes en cas d'arrêt d'installation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comporteront explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des normes du présent arrêté. En particulier, les installations seront gérées conformément aux paragraphes 3.1.13.

Les consignes prendront en compte les risques liés aux capacités mobiles.

III.1.3 - Détection automatique - Alarme

L'exploitant installera un dispositif efficace de détection automatique et d'alarme en vue de signaler un éventuel écoulement accidentel et de limiter son importance.

III.1.4 - Consignes en cas de pollution

L'exploitant établira une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

III.1.5 - Stockage - Postes de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes seront équipées de rétentions ainsi que les différents stockages de matières premières, intermédiaires ou résiduaux susceptibles de présenter un risque de pollution, de manière à récupérer tout déversement accidentel.

III.1.6 - Transport des produits

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement devra être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

III.1.7 - Ateliers

Le sol des ateliers devra être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage, ...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

III.1.8 - Stockages

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 l, le volume de rétention devra être au moins égal à :

- dans le cas de liquides inflammables (sauf les lubrifiants) à 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieur à 600 l ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 600 l.

L'exploitant devra veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

Les produits récupérés en cas d'accident ne pourront être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou devront être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne devront pas être associés à une même rétention.

III.1.9 - Rétention des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie

L'exploitant prendra toutes dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses, polluantes ou toxiques ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un sinistre éventuel.

Il disposera notamment, à cet effet, de capacités de rétention dans les zones à risques et/ou sur les réseaux d'évacuation.

La capacité de rétention devra être adaptée aux risques à couvrir.

III.1.10 - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires même traitées dans une nappe souterraine est interdit.

RESEAUX

III.1.11 - Schéma des réseaux

Un plan des réseaux d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés sera établi et régulièrement tenu à jour.

Tout fait de pollution accidentelle devra être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du Service de Police des Eaux et de l'Inspecteur des Installations Classées.

III.1.12 - Eaux résiduaires

Les eaux résiduaires proviennent notamment :

- des eaux de rinçage des pièces,
- des eaux pluviales drainées sur les aires souillées,
- des eaux de nettoyage de l'atelier.

Toutes les eaux résiduaires sont recyclées, aucun rejet de ces eaux ne pourra se faire dans le milieu naturel.

III.1.13 - Traitement des effluents

Les installations de traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Elles seront correctement entretenues.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les dispositions nécessaires devront être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Elles doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement).

Les installations de traitement devront être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche devront être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures devront être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

III.1.14 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont les eaux provenant des toitures et des aires non souillées par les pièces à traiter ou les produits de traitement.

Le rejet des eaux pluviales ne contiendra pas plus de 5 mg/l d'hydrocarbures (Normes NFT 90.203 et NFT 90.114).

III.2 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

III.2.1 - Emissions de polluants - Brûlage

Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Notamment, tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

III.2.2 - Conception des installations

Les installations seront conçues, équipées, et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère. La mise en oeuvre de recyclages d'air pollué, de techniques permettant la récupération de sous-produits ou de polluants sera privilégiée. Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion.

III.2.3 - Captation/traitement

Des dispositifs de captation et de traitement efficaces des effluents atmosphériques (émissions de gaz, vapeurs, vésicules, particules) seront installés et maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.

III.2.4 - Evacuation - Diffusion

Les rejets à l'atmosphère canalisés seront effectués par l'intermédiaire d'une cheminée permettant une bonne diffusion de façon à limiter la concentration dans l'air de produits polluants.

La forme des conduits de fumée, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, sera conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des effluents dans l'atmosphère.

III.2.5 - Rejets

Les rejets atmosphériques, avant dilution, issus de l'atelier de traitements de surfaces présenteront les caractéristiques maximales suivantes :

Eléments	Valeurs limites d'émission	Normes
Acidité totale (exprimée en H^+)	0,5 mg/Nm ³	NF-X-44-052
Alcalins (exprimés en OH^-)	10 mg/Nm ³	-
Fluor et composés (exprimés en F)	5 mg/Nm ³	-
Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂)	200 mg/Nm ³	NF-X-43-018
Composés organohalogénés (*)	20 mg/Nm ₃	-

(*) somme du tétrachloroéthène, du trichloroéthène, du 1,2-dichloroéthane et du dichlorométhane utilisés dans l'atelier.

III.2.6 - Emissions diffuses - Poussières

L'établissement devra être tenu dans un état de propreté satisfaisant. L'intérieur des ateliers et des stockages ainsi que les pistes de circulation, devront notamment faire l'objet de nettoyages fréquents. Toutes précautions seront prises pour prévenir les envois de poussières ainsi que leur entraînement par ruissellement vers le milieu naturel.

III.2.7 - Odeurs

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant notamment du traitement des effluents.

III.3. - RECYCLAGE ET ELIMINATION DE DECHETS

III.3.1 - Prévention

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour limiter la production de déchets, sous produits et résidus de fabrication, tant en quantité qu'en toxicité.

L'emploi des technologies propres devra être, chaque fois que possible, retenu et la valorisation des déchets sera préférée à tout autre mode de traitement, ceci afin de limiter notamment la mise en décharge.

III.3.2 - Collecte

Les déchets seront collectés de manière sélective dans les différents ateliers et valorisés autant que possible. En particulier, les déchets industriels banals et spéciaux seront stockés séparément de façon claire. Une information et des inscriptions devront être réalisées à l'intention du personnel.

III.3.3 - Stockage

Le stockage ou regroupement des déchets de l'établissement est limité à une capacité de 100 t/an et un stock maximum de 15 t.

Les déchets et résidus concernés sont exclusivement les suivants :

Ces déchets et résidus produits par l'établissement seront stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Chaque déchet sera clairement identifié et repéré.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants seront traités de façon analogue aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

Les stockages et regroupements de déchets susceptibles de contenir des produits polluants devront être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

III.3.4 - Déchets liquides

Le stockage des déchets liquides est limité à une capacité de 10 m³ (en nombre de fûts ou de réservoirs), et à une durée de 10 jours.

Les déchets liquides seront stockés dans des récipients (réservoirs, fûts, ...) en bon état placés dans des cuvettes de rétention étanches dont la capacité est au moins égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement seront collectées et feront l'objet d'un traitement approprié.

III.3.5 - Déchets solides

Les déchets solides ou pâteux seront stockés sur une aire étanche munie au minimum d'un système de drainage des eaux de pluie vers un fossé de récupération.

III.3.6 - Elimination

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 Juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

III.3.7 - Transport et transvasement

L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport (notamment règlement sur le transport de matières dangereuses pour les déchets industriels spéciaux), de transvasement, ou de chargement.

En application du principe de proximité, l'exploitant limitera le transport des déchets en distance et en volume.

III.3.8 - Registre

L'exploitant tiendra une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

A cet effet, un registre sur lequel seront rapportées les informations suivantes, sera tenu :

- natures et quantités de déchets produits,
- classification des déchets suivant la nomenclature officielle du 16 Mai 1985 (codes C et A),
- pré-traitement effectué au sein de l'établissement,
- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- noms des entreprises assurant des enlèvements de déchets,
- noms des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination.

Ce registre sera mis, à sa demande, à la disposition du Service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

III.3.9 - Application de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985, notamment en ce qui concerne l'émission d'un bordereau de suivi.

L'exploitant fera parvenir trimestriellement avant le 10 du mois suivant à l'Inspecteur des Installations Classées un état récapitulatif de la production des déchets produits dans son établissement sous la forme d'un des bordereaux prévus aux annexes IV de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les déchets visés par les obligations définies aux paragraphes III.3.8 et III.3.9 sont ceux de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 et de l'article 3 du décret du 19 Août 1977.

III.3.10 - Traitement incinération

En l'absence d'autorisation préfectorale, tout traitement d'élimination ou incinération de déchets est interdit.

III.3.11 - Huiles usagées

Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret du 21 Novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.

III.4 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES

III.4.1 - Prévention

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement lui sont applicables.

III.4.2 - Transport - Manutention

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 Avril 1969).

III.4.3 - Avertisseurs

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc ...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

III.4.4 - Niveaux sonores en limite de propriété

Les niveaux d'évaluation exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne devront pas excéder en limite de propriété :

Le jour 7 h à 20 h	En période intermédiaire 6 à 7 h - 20 h à 22 h Dimanches et jours fériés	La nuit 22 h à 6 h
65 dB(A)	60 dB(A)	55 dB(A)

III.4.5 - L'émergence des bruits émis par l'installation doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

De 6 h 30 à 21 h 30 hors dimanches et jours fériés	De 21 h 30 à 6 h 30 y compris dimanches et jours fériés
5 dB(A)	3 dB(A)

IV - PREVENTION DES RISQUES

IV.1 - CLOTURE

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2,50 mètres.

IV.2 - GARDIENNAGE

Un gardiennage sera assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance seront effectuées suivant une consigne établie par l'exploitant qui définira la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures de travail.

IV.3 - ORGANISATION DES SECOURS

Consignes

Des consignes générales de sécurité écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.

Direction des opérations de secours

L'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par le Préfet.

IV.4 - ACCES DE SECOURS ET VOIES DE CIRCULATION

Les installations seront en permanence accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les installations seront en tout point accessibles de la voie publique par une voie engin répondant aux conditions suivantes :

- largeur de la chaussée : 3,5 mètres,
- hauteur disponible : 3,5 mètres,
- pente inférieure à 15 %,
- rayon de braquage intérieur : 11 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newtons (dont 40 kilo-newtons sur l'essieu avant et 90 kilo-newtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,5 mètres).

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Les Services d'Incendie et de Secours, le personnel d'intervention de l'établissement doivent disposer de l'espace nécessaire pour l'utilisation et le déploiement des moyens d'incendie et de secours, nécessaires à la maîtrise des sinistres.

IV.5 - ORGANISATION DE LA PREVENTION DES RISQUES

L'exploitant prendra toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organisera sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il mettra en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

IV.6 - CONSIGNES D'EXPLOITATION

Le personnel sera averti des dangers présentés par les procédés de fabrication ou les matières mises en oeuvre, les précautions à observer et les mesures à prendre en cas d'accident. Il disposera de consignes de sécurité et d'incendie.

Les consignes d'exploitation des unités, stockages ou équipements divers, principalement ceux susceptibles de contenir des matières toxiques ou dangereuses seront obligatoirement écrites et comporteront explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux d'entretien ou de modification.

IV.7 - VERIFICATION

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications ;
- personne ou organisme chargé de la vérification ;
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'incident.

IV.8 - ORGANES DE MANOEUVRE

Les organes de manoeuvre importants pour la maîtrise d'un sinistre éventuel seront implantés de façon à rester manoeuvrables en cas de sinistre et/ou seront installés de façon redondante et judicieusement répartis.

IV.9 - UTILITES

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à l'arrêt d'urgence des installations.

Les organes principaux devront prendre automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

IV.10 - ECLAIRAGE DE SECURITE

Un éclairage de sécurité devra être réalisé conformément à l'arrêté du 10 Novembre 1976.

IV.11 - MESURES ET CONTROLE DES PARAMETRES DE SECURITE

Les paramètres importants pour la sécurité feront en permanence l'objet d'au moins deux modes d'acquisition et de traitement indépendants afin d'assurer une redondance totale et d'éviter le mode commun de défaillance.

Les dépassements des points de consigne devront déclencher des alarmes ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

IV.12 - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les installations électriques seront réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art, elle sera distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre sera maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Les installations seront protégées contre les effets de la foudre, conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 Janvier 1993 ainsi qu'à la norme NF-C 1700.

IV.13 - CHOIX DES MATERIAUX

Les matériaux utilisés seront adaptés :

- . aux risques présentés par les produits mis en oeuvre dans l'installation ;
- . aux risques de corrosion et d'érosion ;
- . aux risques liés aux conditions extrêmes d'utilisation (températures, pressions, contraintes mécaniques, ...).

IV.14 - ENTRETIEN

Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention feront l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité.

Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Les opérations correspondantes seront programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.

IV.15 - PERMIS DE FEU OU DE TRAVAIL

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en oeuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Cette consigne définira les conditions de préparation et d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivrés devra être compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance.

IV.16 - POSTES DE CHARGEMENT-DECHARGEMENT

Les aires de stationnement, de chargement ou de déchargement de véhicules transportant des matières polluantes, toxiques ou dangereuses seront étanches, imperméables et incombustibles. Elles seront associées à une cuvette de rétention capable de recueillir tout écoulement accidentel.

Les opérations de chargement et de déchargement seront confiées exclusivement à du personnel averti des risques en cause et formé aux mesures de prévention à mettre en oeuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre.

Avant d'entreprendre les opérations de chargement ou de déchargement, seront vérifiés :

- la nature et les quantités des produits à charger ou à décharger,
- la disponibilité des capacités correspondantes,
- la compatibilité des équipements de chargement ou de déchargement, celle de la capacité réceptrice, celle de son contenu.

IV.17 - CARACTERISTIQUES DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

L'atelier sera construit en matériaux résistant au feu. Les parois seront coupe-feu de degré 2 heures, la couverture incombustible, le sol sera imperméable et incombustible. Les portes seront pare-flamme de degré ½ heure et munies d'un ferme-porte.

IV.18 - DESENFUMAGE

Le désenfumage des locaux comportant des zones de risque d'incendie s'effectuera par des ouvertures dont la surface totale ne devra pas être inférieure au 1/100ème de la superficie de ces locaux.

Les commandes des dispositifs de désenfumage situés en partie haute et judicieusement réparties seront commodément accessibles (disposées à proximité des issues de secours) et pourront être à déclenchement automatique.

IV.19 - INTERDICTION DE FUMER

L'interdiction de fumer ou d'approcher avec une flamme dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion devra être affichée.

IV.20 - MOYENS NECESSAIRES POUR LUTTER CONTRE UN SINISTRE

L'établissement disposera des moyens pour lutter efficacement contre l'incendie.

Ces moyens seront suffisamment denses et répondront aux risques à couvrir.

L'exploitant assurera la défense extérieure contre l'incendie par un poteau de 100 mm normalisé (NFS 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1 000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.20) et placé à moins de 100 mètres de l'entrée principale du bâtiment, par les chemins praticables.

Cet hydrant sera implanté par rapport aux risques à défendre, conformément aux dispositions prises par la circulaire interministérielle n°465 du 10 Décembre 1951, et en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

L'atelier sera doté de seaux ou bacs à sable meuble avec pelle de projection.

Un personnel spécialement désigné sera instruit à la manoeuvre des moyens de secours. Ces exercices devront avoir lieu au moins tous les 6 mois et être transcrits sur le registre de sécurité (art. R.232.12.21).

Dans chaque local ou dégagement desservant un groupe de locaux sera affiché : (art. R.232.12.20)

- la liste et l'emplacement des matériels d'extinction et de secours et le personnel chargé de sa mise en oeuvre ;
- les personnes chargées de diriger l'évacuation des occupants ;
- les moyens d'alerte et les personnes chargées de cette tâche ;
- l'adresse et le numéro d'appel téléphonique des sapeurs-pompiers ou du centre de transmission de l'alerte ;
- les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie.

Une trousse de secours sera prévue en fonction des risques, pour le personnel.

IV.21 - RETENTION DES EAUX D'INCENDIE

Les eaux d'incendie (exercice ou sinistre) devront être collectées et traitées avant rejet au milieu naturel. Ces eaux ne pourront être rejetées qu'après vérification de l'absence de concentration nocive de substances dangereuses, toxiques ou polluantes.

En outre, ces eaux devront respecter avant rejet la qualité minimale suivante :

- | | |
|-------------------------------|-------------------------|
| - teneur en hydrocarbures | : 15 mg/l (NFT 90.203), |
| - demande chimique en oxygène | : 120 mg/l, |
| - azote kjedahl | : 40 mg/l. |

Des issues seront créées de telle sorte qu'aucun poste habituel de travail ne soit à plus de 10 mètres d'une issue donnant sur l'extérieur (art. R.232.12.15).

L'ouverture des portes d'évacuation se fera dans le sens de la sortie et par une manoeuvre simple. Toute porte verrouillée doit être manoeuvrable de l'intérieur sans clé (art. R.232.12.4.).

Les cheminements d'évacuation du personnel seront matérialisés et maintenus constamment dégagés (art. R.232.12.7).

IV.22 - GAZ INFLAMMABLES

L'exploitant prendra toutes dispositions dans la conception, la réalisation, l'exploitation, la surveillance et l'entretien des installations pour éviter les fuites de gaz inflammables.

IV.23 - EXTINCTEURS

Des extincteurs appropriés aux risques encourus seront disponibles sur le site en nombre suffisant.

IV.24 - FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

L'exploitant prendra toutes dispositions pour assurer la fiabilité, en toutes circonstances, des dispositifs de confinement, sectionnement et traitement des fuites.

Les dépassements des points de consigne des paramètres de sécurité devront déclencher des alarmes ainsi que les actions automatiques ou manuelles appropriées aux risques encourus.

Des consignes précisant les procédures à suivre en cas de fonctionnement normal et en cas de dysfonctionnement ou d'accident seront distribuées et commentées à chaque personne appelée à intervenir sur les installations.

Chaque équipement de sécurité fera l'objet de contrôles et d'essais périodiques fréquents consignés sur un registre prévu à cet effet.

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en toutes circonstances un fonctionnement optimal de l'installation de lavage (réserve et alimentation en produits de neutralisation, utilités, ...).

IV.25 - SOLUTIONS DE LAVAGE

Les eaux de lavage seront collectées et recyclées.

IV.26 - ALARME

Un dispositif d'alarme sera installé, il permettra en cas d'incendie d'inviter le personnel à quitter l'encloisonnement.

V - DISPOSITIONS DIVERSES

V.1 - CONTROLE

L'Inspection des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

V.2 - TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

V.3 - ANNULATION - DECHEANCE - CESSATION D'ACTIVITE

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de trois ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif de son installation.

V.4 - REMISE EN ETAT DU SITE

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n°76.663 du 19 Juillet 1976.

En même temps que l'exploitant informe le Préfet de la cessation d'activité, il fournit à l'Inspection des Installations Classées les renseignements suivants :

- inventaire qualitatif et quantitatif précis des déchets restant à éliminer,
- modalité de démantèlement et d'élimination des déchets,
- échéancier d'une étude visant à :
 - . identifier et quantifier des pollutions éventuelles dans les eaux souterraines ou/et le sol,
 - . évaluer les risques sur la santé humaine et l'environnement des pollutions rencontrées en fonction de l'usage ultérieur du site,
 - . élaborer les solutions de traitement et de suivi du site à mettre en oeuvre.

V.5 - PLANS

Les plans suivants seront transmis, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à Monsieur l'Officier, Commandant le Centre de Secours Principal, siège du Centre de Transmission de l'alerte du Havre en vue de permettre à ce dernier d'en effectuer la répertoriation :

- le plan de masse,
- le plan de situation,
- les plans de niveaux, faisant apparaître tous les locaux.

V.6 - DOSSIER D'ENTRETIEN

Un dossier d'entretien des lieux de travail où sont mentionnés les renseignements permettant d'apprécier la continuité du niveau de sécurité de l'établissement sera ouvert et tenu à jour :

- les dates des vérifications techniques (électricité, chauffage, ...),
- les dates des exercices ainsi que les observations auxquelles ils ont pu donné lieu,
- les consignes de sécurité.

TITRE II - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES ACTIVITES OU INSTALLATIONS

I - ATELIER DE TRAITEMENTS DE SURFACES

I.1 - Effluents

Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de rinçage des sols et, d'une manière générale, les eaux usées constituent :

- soit des déchets qui doivent alors être éliminés conformément au titre I chapitre III.3 du présent arrêté,
- soit des effluents liquides visés à l'article I.2 ci-dessous.

Aucun rejet liquide ne se fera dans le milieu naturel.

I.2 - Traitement des effluents liquides

Les eaux souillées par les pièces ou les produits de traitement, notamment les eaux de rinçage et les eaux de lavage des sols sont recyclées dans un dispositif de traitement des rejets.

Les purges du dispositif de traitement sont à éliminer dans des installations régulièrement autorisées et ne peuvent en aucun cas dépasser 100 m³/an.

Le pH de l'eau épurée est contrôlé et enregistré en continu de façon à garantir le bon fonctionnement du dispositif.

Un dispositif d'autosurveillance basé sur la détection d'injection trop longue de réactifs est mis en place. Tous les défauts de fonctionnement du dispositif de traitement sont signalés par une alarme lumineuse et sonore, notamment les niveaux hauts.

Un bac tampon d'un volume suffisant pour accepter le volume d'eau de pluie, d'un orage décennal, souillée par l'aire de lavage est disposé en amont du dispositif de traitement afin de pouvoir réguler le débit d'entrée de ce dernier.

L'eau recyclée ne sera utilisée que dans les cas suivants :

- le montage de bains de traitement,

- l'alimentation des nettoyeurs haute pression utilisés pour le rinçage des pièces,
- les eaux de service : préparation du lait de chaux, lavage du filtre à sable.

Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.

I.3 - Aménagement

Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockage ...) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toutes natures, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Un dispositif de coupure rapide de l'alimentation en gaz de la chaudière et du four est installé à l'extérieur du bâtiment.

I.4 - Rétentions

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme au point bas.

Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler (cyanure et acides, hypochlorite et acides, ...).

I.5 - Régulation thermique

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts.

I.6 - Alimentation en eau

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

Un disconnecteur ou un équipement équivalent est mis en place sur l'alimentation en eau afin d'éviter le retour d'eau polluée dans le réseau.

I.7 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à une maintenance ;
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'Inspecteur des Installations Classées sur sa simple demande.

I.8 - Emissions atmosphériques des bains

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange des produits incompatibles.

A défaut, les bains susceptibles d'émettre des gaz ou des vapeurs dans l'atmosphère sont pourvus d'une barrière physique en surface qui isole le produit actif du milieu extérieur.

Dans tous les cas, un extracteur permettant de renouveler l'air du local, pollué notamment par les pièces et les paniers transportés par le pont roulant, est mis en place en toiture. Il fonctionnera en continu pendant les heures ouvrables de l'atelier.

Les émissions des bains de solvants chlorés sont réduites, au minimum, à la source, au moyen de systèmes de condensation dotés d'un moyen de contrôle de fonctionnement.

I.9 - Fours de décapage par pyrolyse

Aucune pièce ayant été polluée par du soufre, du chlore ou tout dérivé de ces éléments ne pourra être décapée dans un four à pyrolyse.

En fonctionnement normal, rapporté à une concentration en oxygène de 11 %, les rejets atmosphériques ont pour valeurs maximales :

- poussières	15 mg/Nm ³ ,
- CO	5 mg/Nm ³ ,
- NOx (exprimé en NO ₂)	100 ppm,
- C Total	2 mg/Nm ³ ,
- Acidité totale (exprimée en H)	0,5 mg/Nm ³ ,
- HF (exprimé en F)	0,2 mg/Nm ³ ,
- Métaux lourds	1 mg/Nm ³ .

I.10 - Contrôle des rejets atmosphériques

- Des contrôles ponctuels réguliers, d'une fréquence au moins mensuelle, à l'intérieur de l'atelier et de la station de traitement sont pratiqués avec des appareils simples de prélèvement.

Ces contrôles sont portés sur un registre prévu à cet effet.

- Un contrôle annuel des rejets de l'atelier de traitements de surface est effectué par un organisme agréé, ce contrôle est porté à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.